

## **Une intervention militaire à l'issue incertaine**

**Yves Boyer \***

*\*\*Chapeau à venir\*\**

Directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, président de la SFEM (Société française d'étude militaire), chargé de cours magistral à l'École polytechnique et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Les États-Unis sont enlisés en Irak depuis 2003. L'administration Bush, inspirée par la vision idéologique des relations internationales de son entourage néoconservateur, a été conduite, pour « remodeler » le Proche-Orient, à afficher des objectifs politiques aux finalités ambiguës. Elle a, pour cela, été amenée à travestir la réalité de la menace irakienne. La guerre a-t-elle été menée pour chasser un tyran du pouvoir et provoquer un changement de régime, pour lutter contre des terroristes ou pour éradiquer des armes de destruction massive ?

Sur ce dernier point, l'ancien secrétaire d'État, Colin Powell, a apporté une réponse sans appel en affirmant que son discours de février 2003 au Conseil de sécurité des Nations Unies, dans lequel il accusait l'Irak de détenir des armes de destruction massive, était une « tache dans son dossier »<sup>1</sup>. La première hypothèse, celle du changement de régime, semble bien avoir été la raison principale de l'engagement des forces de la coalition contre l'Irak en mars 2003. C'est en tout cas ce qui ressort clairement de documents parus au printemps 2005 au Royaume-Uni qui relatent, notamment, les discussions informelles tenues au début de 2002 entre David Manning, alors conseiller diplomatique du Premier ministre britannique<sup>2</sup>, et Condoleezza Rice, alors chef du Conseil de sécurité nationale (*National Security Council*, NSC)<sup>3</sup>.

L'éviction du régime tyrannique de Saddam Hussein a été réalisée sans trop de difficultés par les forces de la coalition, qui ont initialement subi des pertes militaires réduites. Mais les suites de l'invasion, mal préparées, ont brisé en quelques semaines l'élan initial et le capital de sympathie qu'avaient acquis les Américains auprès des Irakiens. Plutôt que la stabilité et la démocratie, l'invasion du printemps 2003 a débouché sur un conflit interne à l'issue incertaine entre les différentes communautés irakiennes. Les États-Unis se trouvent contraints de maintenir une présence coûteuse humainement,

---

<sup>1</sup> Interview de Colin Powell, *ABC News*, 8 septembre 2005.

<sup>2</sup> Sir David Manning a depuis été nommé ambassadeur de Grande-Bretagne aux États-Unis.

<sup>3</sup> « New memos detail early plans for invading Iraq. British officials believed the U.S. favoured military force a year before the war, documents show », *Los Angeles Times*, 15 juin 2005 ; « The secret Downing Street memo » , *The Sunday Times*, 1<sup>er</sup> mai 2005.

financièrement – environ 5 milliards de dollars par mois toutes dépenses confondues – et politiquement, dont on peine à voir quels sont les objectifs et les perspectives.

## 1. Embarras et enlisement américain

Dans un article prémonitoire paru dans *Futuribles*, Michel Pinton écrivait, en mai 2003, au sujet de la crise irakienne qui venait de s'ouvrir : « Le triomphe américain est fragile (...) les guerres postmodernes sont portées par une exigence morale trop haute pour en être toujours dignes : elles recouvrent des hypocrisies gênantes. (...) La démocratie a-t-elle fleuri sur les terres labourées par la guerre postmoderne ? (...) Les États-Unis vont rencontrer, dans les plaines du Tigre et de l'Euphrate, l'obstacle humain, celui qu'aucune force militaire, aucune ressource financière ne peut franchir. La vieille Mésopotamie pourrait bien enseigner à la jeune Amérique l'impuissance de la guerre postmoderne »<sup>4</sup>.

Cette guerre, fondée sur une mauvaise appréciation des conditions politiques, économiques, ethniques et sociales existant en Irak, et plus généralement dans le monde musulman, a créé le risque d'un débordement régional du conflit en Syrie, en Iran et en Arabie saoudite, bouleversé les équilibres internes entre sunnites, chiites et Kurdes, et eu un effet désastreux en attisant la haine de fanatiques, accélérant ainsi le recrutement de nouveaux « martyrs » pour le djihad contre l'Occident<sup>5</sup>. En cherchant à remodeler le Grand Moyen-Orient, les États-Unis ont mis en branle des forces complexes et antagonistes qui, par effet de cascade, créent des dynamiques nouvelles et imprévues dont les conséquences affectent, au-delà de l'Irak, ses voisins immédiats, le monde musulman, les États-Unis même et la relation

---

<sup>4</sup> Michel Pinton, « Réflexions sur la guerre postmoderne », *Futuribles*, n° 290, octobre 2003. **{\*\*Pourriez-vous donner en deux lignes les caractéristiques de ces conflits postmodernes ?\*\*}**

<sup>5</sup> Comme en ont malheureusement témoigné les attentats de Madrid (mars 2004) et de Londres (juillet 2005). Sur ce thème, voir l'interview du juge Jean-Louis Bruguière, *Financial Times*, 26 août 2005.

transatlantique. **{\*\*en dire quelques mots plus loin, peut-être en fin de conclusion ?\*\*}**

La situation de chaos qui prévaut en Irak depuis le début de la guerre a terni l'image de l'Amérique. Pour lutter contre cette perte d'image, y compris dans les pays qui avaient initialement soutenu la guerre, la Maison-Blanche a été amenée à créer le poste de sous-secrétaire d'État pour la « diplomatie publique », chargé de redorer le blason des États-Unis. Ce poste a été confié à Karen Hughes, une proche de George W. Bush <sup>6</sup>. Cette image écornée rejaillit sur toutes les démocraties occidentales. La tentation de sans cesse distribuer encouragements ou blâmes aux autres puissances de la planète, blâmes assortis le cas échéant de mesures de rétorsion, depuis des mesures d'embargo jusqu'à l'emploi de la force, finissent par donner une image défavorable de l'Occident formé de « démocraties balistiques » <sup>7</sup>, celles qui, pour imposer le « bon droit », « frappent » les puissances récalcitrantes à l'ordre occidental grâce à un arsenal militaire surpuissant – à eux seuls, les États-Unis et leurs alliés européens et asiatiques représentent plus de 80 % des dépenses militaires mondiales.

Cette guerre qui dure a vu l'irruption de forces politiques nouvelles en Irak, dont les projets semblent difficilement conciliables malgré l'apparition d'une Constitution qui « libanise » l'Irak, en divisant le pouvoir entre groupes ethniques. Le projet de Constitution arrêté le 28 août 2005 <sup>8</sup> résulte essentiellement d'un compromis entre chiites et Kurdes, laissant de côté les sunnites (environ 15 % de la population). Le fait que les principales violences en Irak se concentrent dans quatre des dix-huit provinces irakiennes qui sont les fiefs des sunnites (Al Anbar, Bagdad, Ninive et Salah al Din) ne doit donc rien au hasard. Que dire des autres minorités vivant en Irak notamment les

---

<sup>6</sup> Peter Baker, « Karen Hughes to work on the world's view of U.S. », *Washington Post*, 12 mars 2005. Après un vote positif du Sénat confirmant sa nomination, Karen Hughes a pris ses fonctions le 9 septembre 2005. Sur la dégradation de l'image des États-Unis en Europe, on peut se reporter au sondage du German Marshall Fund, *Transatlantic Trends*, juin 2005.

<sup>7</sup> Sur cette question, voir Guy Hermet, « Nous sommes en 1775 », *Catholica*, n° 88, juin 2005.

<sup>8</sup> Et soumis à référendum du peuple irakien le 15 octobre 2005.

chrétiens (3 % de la population irakienne) dont les droits sont menacés ?<sup>9</sup> Que dire aussi de l'inquiétude d'une partie du Proche-Orient à propos de la question du fédéralisme dans la Constitution irakienne qui pourrait avoir des conséquences désastreuses dans les pays voisins en accréditant la possibilité d'une nouvelle répartition des pouvoirs entre groupes ethniques ou religieux ?

Même aux États-Unis, la guerre a des effets manifestes. On aurait tort cependant de considérer qu'ils sont de la même nature et de la même ampleur que ceux produits en son temps par la guerre du Vietnam sur la société américaine. Malgré, ici et là, des mouvements de protestation qui ont fini par retenir l'attention des médias<sup>10</sup>, aucune contestation de fond structurée ne se dessine pour l'instant. Le réflexe patriotique reste extrêmement fort et la rhétorique de la guerre contre le terrorisme demeure très présente et bien acceptée. Le président Bush s'emploie d'ailleurs à le répéter, comme lors de son discours de Fort Bragg, le 28 juin 2005, où il a associé la guerre contre le terrorisme international et la lutte que mène l'Amérique en Irak.

Il est vrai qu'Ayman al-Zawahri, qui serait le numéro deux d'Al-Qaida, continue à proférer ses messages de haine et appelle à frapper les capitales occidentales. Son relais en Irak, Abou Moussab Zarkaoui, aurait organisé les attentats qui ont provoqué la mort de 116 personnes parmi les forces de sécurité irakienne et de 264 civils à Bagdad en septembre 2005. Quelques semaines auparavant, à la mi-juillet, trois jours consécutifs d'attaques suicides

---

<sup>9</sup> Dans la Constitution figure en effet un article qui interdit d'approuver une loi contredisant les règles de l'islam. L'archevêque de Westminster, le cardinal Cormac Murphy O'Connor, a adressé un message, le 2 septembre 2005, au ministre britannique des Affaires étrangères Jack Straw, dans lequel il souligne que cette clause pourrait priver les chrétiens et les autres minorités religieuses de leurs droits fondamentaux. Le maintien de l'article, indique-t-il, pourrait avoir des « conséquences dévastatrices » pour la minorité chrétienne et constituer une menace pour la liberté religieuse. Le cardinal poursuit en jugeant qu'il est nécessaire de construire une société fondée sur l'égalité entre toutes les communautés. Il avertit que si les droits de tous les Irakiens ne sont pas garantis, la tentative du Royaume-Uni d'établir une démocratie en Irak est vouée à l'échec.

<sup>10</sup> Le mouvement lancé par Cindy Sheehan, dont le fils a été tué en Irak et qui est devenue en quelques semaines l'égérie des mouvements de protestation rassemblant des femmes **{\*\*mères de soldats ?\*\*}** à travers les États-Unis reste une exception. Voir Lynda Feldmann, « Did the Cindy Sheehan vigil succeed? », *The Christian Science Monitor*, 29 août 2005.

avaient entraîné la mort d'au moins 150 personnes. Zarkaoui fait désormais reposer son action sur un plus grand nombre d'attaques suicides que dans le passé : en 2004 il n'y avait eu que 25 attaques de ce type contre 21 attaques suicides dans les deux premières semaines du mois de mai 2005. Phénomène inquiétant, ces attentats suicides ne sont plus l'apanage de djihadistes étrangers mais le fait d'Irakiens pour l'essentiel sunnites, ce qui tendrait à accréditer la thèse d'un rapprochement de certains milieux sunnites extrémistes avec la mouvance Al-Qaida.

Si les pertes militaires américaines en Irak ne sont plus insignifiantes, elles restent à un niveau « modeste ». La guerre de mars-avril 2003 avait causé 138 tués et 542 blessés dans l'armée américaine. Entre mai 2003 et le début du mois de septembre 2005, 1 777 tués ont été dénombrés (dont 1 365 lors de combats, d'accrochages ou d'attentats à la bombe ; le reste lors d'accidents) ainsi que 14 265 blessés, soit une moyenne de 62 morts par mois. Les morts sont originaires (septembre 2005) pour 44 % d'entre eux de sept des cinquante États de la fédération américaine <sup>11</sup>. En conséquence, l'effet de résonance au sein de la société américaine reste encore faible. De la même façon, les minorités ne sont pas plus touchées que les Blancs (73 % des tués), ce serait même le contraire : 11 % des militaires tués appartiennent à la minorité hispanique et 10,8 % à la minorité noire. Fait nouveau lié au recrutement de personnel féminin dans les armées, 2,24 % des Américains tués en Irak sont des femmes <sup>12</sup>. Au total, cependant, ces pertes additionnées au nombre de blessés et d'accidentés se traduisent pour l'armée de terre américaine par la perte mensuelle **{\*\*annuelle ?\*\*}** de l'équivalent d'un bataillon (de l'ordre de 500 à 600 hommes) <sup>13</sup>.

## 2. Retrait improbable, victoire impossible

---

<sup>11</sup> Californie : 202 ; Texas : 169 ; Pennsylvanie : 93 ; New York : 88 ; Ohio : 87 ; Floride : 80 ; Illinois : 77.

<sup>12</sup> <http://www.icasualties.org> ; <http://www.globalsecurity.org> ; <http://www.defenselink.mil/news/casualty.pdf>

<sup>13</sup> General Barry McCaffrey, « Failure isn't an option and success in Iraq, though not assured is within reach », *The Wall Street Journal*, 2 juillet 2005.

Si aux États-Unis le soutien public à la politique de George W. Bush en Irak fléchit <sup>14</sup>, il est peu probable que s'amorce un retrait rapide des troupes américaines qui y sont stationnées – plus de 130 000 soldats américains étaient déployés en Irak à la mi-2005. Il y a eu à cet égard un moment de flottement au début de l'été 2005, lorsque le général Casey, commandant en chef de la Force multinationale en Irak (MNF-I), a déclaré, le 27 juillet, sans doute en réponse aux demandes du Premier ministre irakien, Ibrahim Jafari, qu'il était concevable d'envisager l'amorce d'un retrait partiel au printemps ou à l'été 2006 <sup>15</sup>, c'est-à-dire juste avant les *mid-term elections* qui verront le renouvellement de la Chambre des représentants et celle d'un tiers du Sénat américain. Ce retrait résulterait en tout état de cause de la passation du contrôle de quatorze des dix-huit provinces irakiennes aux autorités de Bagdad.

Les autres membres de la coalition songent également à se retirer de l'Irak. Les Italiens ont annoncé leur intention de se désengager. Du côté britannique, selon certaines rumeurs parues dans la presse, le ministre de la Défense John Reid envisagerait de réduire le contingent de 8 500 hommes en 2005 à 3 000 au printemps 2006 – ce que le Premier ministre Tony Blair a démenti par la suite. Le retrait s'effectuerait par étapes sous réserve que les provinces d'Al-Mouthanna et de Maysan soient passées sous le contrôle direct des Irakiens en octobre 2005, et celles de Bassora et de Dhi Qar en avril 2006. Il faudrait pour autant qu'à cette époque les forces irakiennes de sécurité (armée et police) soient en mesure de remplir efficacement leur mission. Des incidents récents à Bassora tendent cependant à invalider les affirmations optimistes des dirigeants britanniques et américains en la matière.

L'hypothèse d'un retrait partiel des États-Unis dont les forces seraient libérées du contrôle de la sécurité intérieure de l'Irak a été envisagée immédiatement après la guerre de mars-avril 2003. Les forces américaines auraient vu leur effectif diminuer considérablement et les troupes restantes seraient repliées sur d'anciennes bases militaires – notamment les bases H1 et

---

<sup>14</sup> « Bush: U.S. to stay in Iraq despite deaths », Associated Press, 5 août 2005.

<sup>15</sup> À ce sujet, voir Richard Norton-Taylor, Michael Howard, « UK plans to slash Iraq Force over next year », *The Guardian*, 11 juillet 2005.

H3 situées dans le désert occidental près de la frontière avec la Jordanie – dans une des parties les plus désertiques de l'Irak. Cette idée semble refaire surface et, selon des informations circulant aux États-Unis, la construction de quatre grandes bases au nord du pays (Irbil ou Qayyarah), au centre (Balad), au sud (Tallil) et à l'ouest (Al Asad) serait sérieusement envisagée. Ces bases permettraient aux Américains d'intervenir au profit des autorités irakiennes, de contrôler cette partie du Proche-Orient et, du fait de leur isolement, de prévenir tout risque d'attentats majeurs contre les installations dans lesquelles se seraient « bunkérisées » les forces américaines.

Du côté de la haute hiérarchie militaire américaine <sup>16</sup>, le sentiment généralement exprimé, notamment par le général George Casey, est de considérer qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise actuelle. La destruction de réseaux et de poches de résistance – de 1 000 à 3 000 insurgés sont tués ou capturés en moyenne par mois selon le *Central Command* – se traduit automatiquement par une réorganisation et une réapparition des mêmes symptômes dans une autre zone, phénomène que le général Casey qualifie de « stratégie de l'édredon ». Par ailleurs, la haute hiérarchie commence à s'inquiéter de la difficulté que pose le recrutement de nouveaux volontaires. De ce point de vue tous les indicateurs ont viré au rouge. La Garde nationale, dont les effectifs présents en Irak représentent environ le tiers du contingent américain, peine à attirer des volontaires. L'armée américaine n'atteint pas ses quotas d'enrôlement annuel puisqu'elle n'enrôle plus que 60 000 recrues par an quand elle en aurait besoin de 80 000 ; le corps des *Marines*, pourtant prestigieux, est lui aussi affecté par cette crise.

Les officiers subalternes américains, du rang de lieutenant à celui de *major* (commandant), qui formeront les cadres supérieurs de l'armée de terre américaine, ont été quant à eux confrontés en Irak à un changement radical de perspective. Certains d'entre eux en sont déjà à leur troisième séjour en Irak. Depuis plusieurs années, on leur avait enseigné que le débat militaire tournait essentiellement autour de la notion de « transformation », qui vise à créer une armée « high-tech », utilisant à son profit les techniques de l'information pour

---

<sup>16</sup> Voir, par exemple, Bryan Bender, « Insurgency seen forcing change in Iraq strategy », *The Boston Globe*, 10 juin 2005.

être plus rapide et plus efficace lors d'opérations militaires. Cette approche de la guerre du futur tourne autour de la notion de guerre « réseau-centrée » (*network centric warfare*).

En Irak, les conditions sont très différentes du combat futuriste. Les hommes mènent des opérations de police, de ratissage de zone face à un ennemi le plus souvent insaisissable qui se démasque au dernier moment. Ils sont en permanence confrontés à des attaques pernicieuses alors qu'ils circulent en convoi (*roadside bomb*)<sup>17</sup>. Cette expérience a fini par créer deux écoles de pensée au sein de l'armée américaine. L'une considère que les engagements du type de celui en Irak seront le lot commun de l'armée dans les années à venir et que, par conséquent, il convient d'investir dans des matériels robustes sans que soit nécessaire la très haute technologie. Le problème, pour de nombreux officiers américains, en Irak, se décline d'une façon extrêmement simple : « *we've got all the toys, but not enough boys* ». L'autre école de pensée considère au contraire que l'Irak est un cas à part et que l'armée américaine doit continuer à s'équiper en matériel à très forte valeur ajoutée technologique, comme le futur véhicule blindé de combat (*Future Combat System* – FCS) qui va coûter des sommes considérables.

Cette divergence de vues oppose les « anciens », peu nombreux à avoir connu la guerre, et les jeunes officiers qui ont vécu le baptême du feu en Irak et qui ont sans doute une approche plus pratique de la guerre et sont moins sensibles aux projets dispendieux de commande de nouveaux matériels que le complexe militaro-industriel cherche à vendre. Ils sont en même temps enclins à privilégier le facteur humain plutôt que le « tout technologique » dans les opérations militaires<sup>18</sup>.

### **3. Gestion privée de la guerre, défense d'intérêts privés**

---

<sup>17</sup> Ce fut par exemple le cas le 3 août 2005 lorsqu'un véhicule blindé des *Marines* a été détruit par une bombe piégée tuant d'un seul coup 14 soldats ainsi que leur interprète irakien. Cet incident faisait suite à la mort le lundi précédent d'une équipe de 6 tireurs d'élite des *Marines* qui furent pris dans une embuscade.

<sup>18</sup> Greg Grant, « Iraq reshapes U.S. Army thinking officers return with changed views of future needs », *Defense News*, 29 août 2005.

Non seulement les jeunes officiers américains découvrent une autre façon de faire la guerre que celle qui leur avait été enseignée, ils prennent aussi conscience de la difficulté d'interagir dans un environnement « ni guerre, ni paix » dans lequel les forces armées cohabitent, pour assurer des missions de sécurité, avec des firmes privées. Il existe actuellement en Irak au moins 36 sociétés de sécurité, la plupart américaines ou britanniques<sup>19</sup>, et environ 16 compagnies irakiennes. Les effectifs de ces sociétés sont estimés à environ 25 000 personnes, soit un peu moins d'un cinquième des forces régulières américaines en Irak.

Ces hommes sont souvent accusés d'avoir la « gâchette facile »<sup>20</sup>, ce qui complique considérablement l'action de l'armée régulière américaine qui, dans différentes occasions, a été victime d'attentats destinés à venger les Irakiens tués par les entreprises de sécurité. À plusieurs reprises, des incidents entre employés de ces sociétés et soldats américains ont d'ailleurs été enregistrés et le commandant adjoint de la 3<sup>e</sup> division d'infanterie stationnée à Bagdad (juillet 2005), le général Karl Horst a utilisé des mots très durs pour exprimer son irritation à leur égard<sup>21</sup>.

C'est le prix que le Pentagone est néanmoins prêt à payer pour qu'une partie du travail sécuritaire soit effectuée sans qu'il y ait besoin d'augmenter le nombre des troupes américaines en Irak. Ces sociétés de sécurité privées ont enregistré un nombre important de morts – 267 entre avril 2003 et la mi-septembre 2005. Le malheureux « épisode » des quatre employés de Blackwater Security Consulting, tués le 31 mars 2004 à Falloudja et dont les corps furent exhibés est à cet égard resté dans les mémoires. Ces effectifs

---

<sup>19</sup> Par exemple, la firme britannique Aegis (<http://www.aegisdef.com/>) protège de nombreuses installations à Bagdad, Erinys (<http://www.erinysinternational.com/>) est en charge de la garde des installations pétrolières, Vinnell Corp., filiale de Northrop Grumman (<http://www.vinnell.com/>) a sous-traité la formation des forces de sécurité irakiennes dans le nord du pays à MPRI, une société basée à Alexandria dans la banlieue de Washington, etc.

<sup>20</sup> Steve Negus et Awadh al-Tae, « Shoot first, pay later culture pervades Iraq », *Financial Times*, 19-20 mars 2005.

<sup>21</sup> Jonathan Finer, « Shootings put security contractors under scrutiny in Iraq », *Washington Post*, 18 septembre 2005.

seront nécessaires pour une longue période, au moins jusqu'à ce que les autorités irakiennes aient à leur disposition des forces de police et militaire bien entraînées et fiables. En août 2005, selon le Département d'État, 80 000 soldats irakiens étaient à l'entraînement ainsi que 95 400 policiers. Les spécialistes américains estiment qu'il en faudrait au total 240 000 pour assurer un minimum d'ordre.

La gestion privée, certes partielle, de la sécurité en Irak s'accompagne également d'une emprise très forte de nombreuses sociétés américaines sur l'Irak. Des contrats d'une ampleur considérable sont attribués aux sociétés qui soutiennent directement les troupes américaines. C'est ainsi que la firme Kellogg, Brown and Root (KBR), filiale d'Halliburton, s'est vu attribuer un contrat de 4,97 milliards de dollars pour fournir à l'armée américaine, durant un an (mai 2005-avril 2006), un soutien pour la maintenance des camps, la construction de nouvelles installations et la fourniture de repas aux GI's. Ce contrat porte à 10,5 milliards de dollars les contrats engrangés par Halliburton depuis le début de l'opération *Liberté pour l'Irak* (*Operation Iraqi Freedom* – OIF), la firme étant également responsable de la remise en marche des champs pétrolifères irakiens (opération *Restore Iraqi Oil* – RIO), ce pourquoi elle a reçu un contrat de 3,7 milliards de dollars.

Plus grave encore, les décisions prises par Paul Bremer, l'envoyé spécial du président américain placé à la tête de l'autorité provisoire, en charge de l'administration de l'Irak (*Coalition Provisional Authority, CPA*)<sup>22</sup>, peuvent avoir des conséquences préjudiciables notamment pour la marge de manœuvre du gouvernement irakien. En effet les quelque 100 mesures discrétionnaires prises par P. Bremer, notamment celles sur la privatisation des compagnies d'État irakiennes, laissent ouverte la possibilité de prise d'intérêts par des firmes étrangères, au premier rang desquelles les firmes américaines, de la totalité du secteur industriel et bancaire irakien. Par ailleurs, dans le domaine agricole, un monopole de fait de la fourniture de semences agricoles a été instauré. Il permet aux firmes américaines de l'agroalimentaire, par exemple

---

<sup>22</sup> Placé à la tête de la CPA le 6 mai 2003, P. Bremer a quitté son poste le 28 mai 2004, quelques jours avant sa dissolution et la dévolution d'une partie du contrôle de l'Irak au gouvernement provisoire irakien. Bremer dépendait du département à la Défense.

Monsanto et Syngenta<sup>23</sup>, de contrôler avec des droits exclusifs le secteur agricole irakien<sup>24</sup>.

Les conséquences de l'action des sociétés de sécurité sur la sûreté des militaires ne sont qu'un des nombreux problèmes auxquels ces derniers ont à faire face. Deux d'entre eux sont particulièrement préoccupants. Le premier est d'ordre général et touche plus particulièrement l'armée de terre américaine. La présence en Irak impose une charge très forte sur les unités. Certaines d'entre elles, sitôt rentrées aux États-Unis, doivent déjà penser à leur prochain retour au sein de l'opération *Liberté pour l'Irak*. Ce cycle très court bouleverse l'entraînement des forces et affecte leur capacité à agir dans le cadre de missions traditionnelles de guerre. L'autre difficulté concerne le moral des troupes, affecté par ce rythme de rotation, qui impose une réduction du temps passé dans les cantonnements aux États-Unis mêmes et donc en famille. Ce stress s'est traduit par des désertions en nombre significatif : en septembre 2005, près de 5 000 soldats étaient considérés comme déserteurs par les autorités militaires. Une autre conséquence est un taux anormalement élevé de divorces. Entre 2000 et 2004 le taux de divorces au sein des engagés de l'armée de terre a ainsi augmenté de 58 % (7 152 divorces). Il a augmenté encore plus parmi les officiers avec 3 325 divorces en 2004 soit un accroissement de 78 % par rapport à l'année précédente<sup>25</sup>.



De toute évidence une course est engagée entre la guérilla irakienne, aux multiples ramifications et sans véritable projet unifié, et les États-Unis. Ces derniers se sont paradoxalement mis dans une situation de faiblesse pour avoir sous-estimé, avant même que les hostilités soient entamées en 2003, la difficulté de remodeler l'Irak. Cette faiblesse de nature politique prend

---

<sup>23</sup> Syngenta est une entreprise américano-suisse leader de l'agro-industrie à l'échelle mondiale. Elle résulte de la fusion en 2000 de Novartis et d'AstraZeneca. Elle emploie près de 19 000 personnes dans 90 pays.

<sup>24</sup> Michael Meacher, « My sadness at the privatisation of Iraq », *The Times*, 12 août 2005.

<sup>25</sup> Gregg Zoroya, « Soldiers' divorce rates up sharply », *USA Today*, 8 août 2005.

aujourd'hui une acuité particulière dans la mesure où le bras armé des États-Unis et tout particulièrement l'armée américaine s'épuise en Irak, tant elle est sollicitée face à un adversaire imprévisible et souvent invisible. Cette situation inattendue laisse peu de marge de manœuvre aux autorités américaines qui pour autant ne peuvent accepter que se prolonge indéfiniment la conjoncture actuelle. Se retirer d'Irak à la hâte n'aurait cependant que peu de sens par rapport aux efforts consentis jusqu'à maintenant. Une telle décision serait contraire à l'intérêt américain. Elle serait assimilée à un signe de faiblesse des États-Unis, dont l'image de superpuissance repose aussi et en large part sur l'idée que l'on se fait de leur puissance militaire.

De ce strict point de vue, un retrait précipité serait également préjudiciable aux intérêts des Européens, quoiqu'ils aient pu dire sur cette guerre mal engagée.